
Le bureau du Haut Représentant en Bosnie-Herzégovine mis en question

Description

Depuis les menaces de sanctions proférées en décembre 2020 par le Haut Représentant international (désigné par l'UE, son poste a été créé par les accords de Dayton en 1995) Valentin Inzko envers les dirigeants bosniens suspectés de « *freiner la réconciliation nationale* », les relations entre l'OHR (bureau du Haut Représentant) et le président du collège présidentiel de Bosnie-Herzégovine Milorad Dodik, ainsi que les organes du pouvoir de la République serbe de Bosnie (RS), se sont progressivement dégradées. En coulisse, la succession de V. Inzko (HR depuis 2009) se prépare et deux candidats – l'un Allemand, l'autre Canadien – sont en lice pour le poste convoité.

Dans ce climat délétère, M. Dodik est passé à l'offensive en s'adressant aux députés de l'assemblée de RS lors d'une séance extraordinaire convoquée le 10 mars 2021. Le politicien a déclaré qu'il était « *inacceptable que des étrangers décident du sort de la Bosnie-Herzégovine* » avant de suggérer de mettre au vote une proposition intitulée *Évaluation du travail du Haut Représentant en Bosnie-Herzégovine, application de l'annexe 10 de l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine lors des entretiens sur la nomination du nouveau Haut Représentant*. Ce texte propose ni plus ni moins que de supprimer le Bureau du Haut Représentant, de poursuivre les chefs de cette administration qui auraient outrepassé leurs fonctions en punissant à tort des politiciens ou en faisant pression sur l'assemblée de RS. Si ces propositions sont refusées, M. Dodik envisage l'organisation d'un referendum portant sur le statut de la RS. Le président du Parti socialiste (SP) Petar Dokic a abondé dans son sens en indiquant que « *la solution c'est l'accord de paix de Dayton, mais sans l'OHR* ».

Les députés de l'opposition, à l'exception d'un seul, ont quitté l'assemblée avant que le vote n'intervienne. Le texte proposé par M. Dodik a donc été adopté à une très large majorité (50 représentants – issus des rangs du SNSD, de l'Alliance démocratique, du SP, du NDP et d'Unité serbe – contre 1). Ce document précise qu'il est temps pour la Bosnie-Herzégovine « *d'assumer la responsabilité de son propre développement* ».

Le même jour, V. Inzko répondait à M. Dodik en ces termes : « *Les pouvoirs du Haut Représentant découlent non seulement de l'Accord de paix de Dayton, mais aussi des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU* ». Aussi, « *vous pouvez tenir des sessions sur chaque question, mais la fermeture de l'OHR est décidée par le comité du Conseil de mise en œuvre de la paix* ».

Sources : *Slobodna Evropa, Svobodna Bosna.*

date créée

20/03/2021

Champs de Méta

Auteur-article : Stéphan Altasserre